



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique fiscale et pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1444

Texte de la question

POLITIQUE FISCALE ET POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel.

M. Fabien Roussel. Monsieur le Premier ministre, oui, il faut relever le défi climatique. Mais ce sont toujours les mêmes qui paient, et toujours les mêmes qui sont exonérés de participer à cette nécessaire révolution ! Le Président de la République, ce matin, n'a pas dit un mot sur la hausse des salaires et des pensions, pour une meilleure répartition des richesses de notre pays, ni sur les moyens de faire rentrer l'argent de l'évasion fiscale.

Vous maintenez la hausse des taxes sur les carburants alors que c'est précisément ce que rejettent les Français, qu'ils portent ou non un gilet jaune. Ce sont eux, tous ces ouvriers, ces aides à domicile, ces infirmières, ces retraités, ces agriculteurs, qui n'en peuvent plus de travailler dur et de connaître quand même des fins de mois difficiles. Nous vous demandons une hausse de 200 euros net du SMIC dès le 1er janvier, et une hausse générale des salaires et des pensions ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe FI.*) À cette fin, vous pouvez conditionner les aides, ces dizaines de milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises, plutôt que de les distribuer à des multinationales qui n'en ont pas besoin. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes GDR et FI.*)

Parlons enfin du consentement à l'impôt ! Oui, l'impôt est utile pour financer nos services publics et la transition écologique. Mais j'ai ici le rapport qui nous a été remis sur l'impôt de solidarité sur la fortune, que vous avez supprimé. Qu'y lit-on ? Que les 358 198 redevables à l'ISF possédaient, en 2017, un patrimoine total de 1 028 milliards d'euros ! Oui, 300 000 personnes détiennent 1 000 milliards d'euros de patrimoine, et vous leur faites un cadeau de 3,5 milliards ! (« *Honteux !* » *sur plusieurs bancs du groupe FI.*) Même si cet impôt était rétabli, il leur resterait de quoi voir venir ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR ainsi que sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

Monsieur le Premier ministre, quand comptez-vous prendre des mesures fortes pour les salaires et notre pouvoir d'achat, et quand allez-vous rétablir la justice fiscale réclamée de partout ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI ainsi que sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Avant de vous répondre, monsieur Roussel, permettez-moi de vous féliciter pour votre élection au poste de secrétaire national de la formation politique à laquelle vous appartenez, le Parti communiste français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, FI et GDR ainsi que sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Il ne vous aura pas échappé que je ne suis pas membre de cette formation et que je ne partage pas beaucoup de ses idées, mais je sais ce qu'elle représente dans

l'histoire politique française et sur le territoire qui m'a élu.

M. Pierre-Henri Dumont. Et puis vous êtes toujours prêt à trahir !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Je vous rends donc bien volontiers hommage pour les responsabilités importantes auxquelles vous venez d'accéder. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Vous m'avez interrogé à propos du pouvoir d'achat, question qui intéresse tous les Français. Même si ce n'est guère l'usage dans le débat public, je veux me référer à une expertise qui me semble incontestable ; en tout cas, elle est acceptée par nos compatriotes, et vous l'accepterez vous-même, je pense, avec bienveillance. C'est celle de l'INSEE, qui nous dit, de façon scientifique, administrative, que, de 2008 à 2016, le pouvoir d'achat des Français a considérablement baissé. C'est vrai, monsieur Roussel : pendant cette période, le pouvoir d'achat des Français a baissé. Notre objectif est d'inverser cette mécanique infernale.

C'est la raison pour laquelle, justement, nous avons voulu alléger le poids de la fiscalité sur le travail, afin que celui-ci paie, ce qui n'a pas été le cas pendant très longtemps.

M. Alexis Corbière. Et la fiscalité sur les revenus du patrimoine ?

M. Édouard Philippe, Premier ministre. À cette fiscalité pesant sur le travail, nous avons voulu substituer une fiscalité pesant sur la pollution. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes GDR et FI.*)

Toujours selon l'INSEE, en 2018 et en 2019, le pouvoir d'achat des Français augmentera, y compris si l'on tient compte des augmentations de taxes que vous avez mentionnées. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs des groupes SOC, FI et GDR.*)

M. Olivier Faure. Non !

M. André Chassaigne. Qui en profite ?

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Je me permets de le souligner car, de même que vous développez vos arguments, je veux renvoyer à des expertises publiques dont je sais que vous les prendrez en compte, puisque vous parlez avec sérieux.

Nous avons, il est vrai, un désaccord. Vous proposez une augmentation du SMIC et des salaires en général. Pour notre part, nous voulons que la croissance revienne, que le territoire français redevienne attractif. Et permettez-moi de vous le dire, monsieur le député, il l'est redevenu, puisque les investissements étrangers réalisés en France ont augmenté de 18 %. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

C'est un fait : ces investissements créent des emplois, suscitent des emplois. Nous nous efforçons de réduire le chômage ; c'est long, difficile, de nombreux problèmes demeurent, qui tiennent au coût et au droit du travail, et surtout aux compétences et à la mobilité territoriale. Tout cela, je le sais. Mais c'est précisément ce à quoi nous nous attelons. Nous voulons traiter la question du pouvoir d'achat grâce au travail, grâce à la croissance, grâce à l'attractivité française et grâce au redémarrage de l'investissement. C'est notre stratégie, et nous la mettons en œuvre avec constance et cohérence.

M. Jean-Luc Mélenchon. Non !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Au vu des mauvais résultats que nous avons pu observer, vous et moi, pendant les dix années précédentes en matière de pouvoir d'achat, vous vous réjouirez de constater, avec nous, son augmentation dans les années à venir. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1444

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [28 novembre 2018](#)